APPEL INTERRELIGIEUX DE TROYES
11 novembre 2026
Pour la mémoire, la fraternité et la paix

Déclaration commune
des représentants des communautés chrétiennes, juives et musulmanes de l'Aube

En ce 11 novembre 2026, nous sommes réunis à Troyes, dans le département de l'Aube, pour une célébration interreligieuse rassemblant des femmes et des hommes de traditions chrétienne, juive et musulmane. Notre rencontre prend place dans une journée de mémoire nationale. Le 11 novembre nous rappelle les souffrances immenses des guerres : les vies perdues, les familles endeuillées, les peuples meurtris et les espoirs de paix nés au lendemain des combats. Cette mémoire nous oblige. Elle nous invite à transmettre aux générations futures le prix de la paix, la valeur de la liberté et l'exigence de la fraternité. Se souvenir ne consiste pas seulement à regarder le passé. C'est aussi prendre nos responsabilités devant les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la paix. Car notre monde demeure traversé par les guerres, les violences, les crises humanitaires et les tensions entre les peuples. Les discours de haine progressent, les peurs alimentent les divisions et les replis identitaires fragilisent nos sociétés. Face à ces réalités, nous refusons la résignation. Nous croyons que la paix est possible, à condition que des femmes et des hommes choisissent de la construire chaque jour, par leurs paroles, leurs actes et leur engagement au service du bien commun.
Nous, représentants des communautés chrétiennes, juives et musulmanes de l'Aube, affirmons ensemble notre volonté de contribuer à une société fraternelle, juste et pacifique.

1. Se souvenir pour construire la paix
Nous nous souvenons de toutes les victimes des guerres : les combattants tombés sur les champs de bataille, les civils victimes des bombardements et des persécutions, les populations déplacées, ainsi que toutes celles et ceux dont la vie a été brisée par la violence.
Nous honorons également la mémoire des victimes du racisme, des persécutions et de toutes les formes de déshumanisation qui ont marqué notre histoire.
Nous savons que la mémoire ne doit jamais devenir un instrument de revanche ou un motif d'opposition entre les peuples. Elle doit nous apprendre à reconnaître les souffrances, à entendre les blessures et à prévenir le retour des violences.
En ce jour de commémoration, nous appelons particulièrement les jeunes générations à connaître et à transmettre cette histoire. Oublier les leçons du passé, c'est risquer de laisser se reproduire les mécanismes qui conduisent à la haine, à l'exclusion et à la guerre.
Dans l'Aube, nous voulons contribuer à faire vivre cette mémoire dans un esprit de responsabilité, de réconciliation et d'espérance.

2. Reconnaître la dignité de toute personne humaine
Nos traditions religieuses, chacune selon son histoire, ses textes et ses convictions, nous enseignent de respecter de la vie, d'être attentifs aux plus vulnérables, d'offrir l'hospitalité et d'être responsables envers son prochain.
Nous affirmons ensemble que la dignité humaine est inaliénable. Elle ne dépend ni de l'origine, ni de la nationalité, ni de la condition sociale, ni de la religion ou des convictions d'une personne.

Nous voulons une société dans laquelle personne n'ait à craindre d'être rejeté, insulté, discriminé ou menacé en raison de sa foi, de ses origines ou de son absence de croyance.
Nous condamnons fermement le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, les discriminations antichrétiennes et toute forme de haine dirigée contre une personne ou une communauté. Aucune souffrance ne doit servir à justifier une autre souffrance. Aucune injustice ne saurait légitimer la haine d'un peuple. Aucune conviction religieuse ne peut être invoquée pour justifier la violence, l'humiliation ou le mépris de l'autre.
Nous refusons fermement que les conflits internationaux deviennent, dans nos quartiers et nos villes, des motifs de suspicion, de confrontation ou de rupture entre nos concitoyens.
Nous voulons faire de nos communes dans l'Aube des lieux où chacun puisse vivre librement, dans le respect des lois de la République, de la laïcité, de la liberté de conscience et de la diversité des convictions.

3. Faire du dialogue un chemin de fraternité

Nous sommes différents dans nos traditions, nos pratiques, nos références spirituelles et nos manières de comprendre le monde. Nous ne cherchons pas à effacer ces différences, mais à apprendre à les connaître et à les respecter. Le dialogue interreligieux ne nous demande pas de penser tous de la même manière. Il nous invite à nous écouter avec sincérité, à nous parler avec respect et à reconnaître en l'autre une personne digne de considération.
Nous croyons que la connaissance mutuelle est un rempart contre l'ignorance, que la rencontre peut dissiper les préjugés et que la fraternité se construit dans les relations quotidiennes.
Nous souhaitons encourager les rencontres entre nos communautés religieuses, nos associations, nos familles, nos établissements scolaires et les acteurs de la vie locale.
Nous voulons particulièrement aider les jeunes générations à découvrir les traditions religieuses et culturelles de leurs concitoyens, à dépasser les idées reçues et à apprendre à vivre ensemble. Nos différences ne doivent pas devenir des frontières infranchissables. Elles peuvent être l'occasion de nous rencontrer, de mieux nous comprendre et de coopérer au service de tous.
Nous sommes convaincus que nos traditions religieuses peuvent contribuer à la paix lorsqu'elles encouragent le dialogue, la justice, le pardon et la solidarité, sans jamais chercher à imposer leurs convictions aux autres.

4. Œuvrer ensemble pour une paix juste et durable

La paix ne se réduit pas à l'absence de guerre. Elle suppose la justice, le respect du droit, la protection des populations civiles, la solidarité avec les personnes fragilisées et la recherche de solutions durables aux conflits. Elle commence d'abord près de nous : dans nos familles, nos lieux de travail, nos quartiers et nos communautés. Elle se construit lorsque nous refusons les paroles qui blessent, lorsque nous nous opposons à l'injustice, lorsque nous tendons la main à une personne isolée et lorsque nous choisissons le dialogue plutôt que l'affrontement.
Nous appelons les responsables publics, les associations, les éducateurs, les acteurs de la société civile et toutes les personnes de bonne volonté à poursuivre leurs efforts en faveur de la cohésion sociale, de l'éducation à la paix et de la solidarité.
Nous reconnaissons également notre responsabilité en tant que communautés religieuses. Nous voulons être des artisans de confiance et de réconciliation, des témoins de fraternité et des acteurs du bien commun.

Nous savons que nous ne pouvons pas, à nous seuls, mettre fin aux guerres ni résoudre toutes les crises du monde. Mais nous pouvons refuser d'ajouter de la haine à la haine, de la division à la division et de l'indifférence à la souffrance.

5. Prendre trois engagements communs

Parce que notre appel ne saurait demeurer une simple déclaration d'intention, nous prenons aujourd'hui trois engagements.

- Premièrement, poursuivre et approfondir le dialogue interreligieux, en faisant de nos rencontres des lieux réguliers d'écoute, de confiance et de coopération.
- Deuxièmement, transmettre aux jeunes une culture de paix et de fraternité, en favorisant la connaissance mutuelle, l'éducation à la mémoire, le respect de la liberté de conscience et le refus de toutes les discriminations.
- Troisièmement, agir ensemble au service du bien commun, en nous tenant aux côtés des personnes victimes de haine, de violence, d'exclusion ou de précarité, et en soutenant les initiatives qui rapprochent les habitants de notre territoire.

Conclusion : faire de la mémoire une promesse de paix

En ce 11 novembre, nous voulons que le souvenir des guerres ne nous enferme pas dans le passé, mais nous rende plus attentifs aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur la paix.

Nous voulons que notre diversité religieuse ne soit pas perçue comme une source de division, mais comme une occasion de rencontre. Nous voulons que nos paroles soient cohérentes avec nos actes et que nos communautés deviennent, chacune à sa manière, des artisans de confiance, de justice et de réconciliation.

Nous devons commencer ici, dans l'Aube, en nous reconnaissant comme des voisins, des concitoyens et des frères et sœurs en humanité, appelés à partager une même responsabilité envers notre société et les générations futures.

Que cet appel soit pour nous tous et nous toutes une invitation à la vigilance, au courage et à la solidarité.

Ensemble, faisons de la paix non seulement une espérance, mais un engagement quotidien.

Fait à Troyes, le 11 novembre 2026.

Pour les représentants des communautés chrétiennes, juives et musulmanes de Troyes et de l'Aube

(Signatures des représentants des différentes communautés religieuses)







